
Face au terrorisme, l'alternative patriotique et républicaine

Entretien avec

Réda Malek

Pour Réda Malek, ancien Premier ministre, président-fondateur de l'Alliance nationale pour la République (ANR), «même sous couvert de guerre sainte, il est difficile pour un peuple, dont la libération est récente, de remettre en cause son propre Etat quelles qu'en soient les faiblesses et les déviations. Le terrorisme intégriste s'est heurté à cette aporie. L'une des racines de sa virulence réside dans son obstination à forcer les réalités. N'ayant pas réussi à arracher l'adhésion populaire, il s'est efforcé de la compenser par un redoublement de violence toujours plus acharné ainsi que le montrent les derniers massacres collectifs.»

— *L'Algérie vit aujourd'hui un drame unique. Dans d'autres pays qui ont aussi été déchirés par une guerre civile, comme la Bosnie ou le Liban, la violence surgissait dans des sociétés très segmentées, traversées par de profonds clivages culturels, religieux ou ethniques, ce qui n'est pas le cas pour la société algérienne. Comment expliquez-vous cette spécificité de la violence dans votre pays?*

L'Algérie a mené une guerre d'indépendance de près de huit années. Que les islamistes aient conçu le projet de rééditer ce combat en le dirigeant, cette fois, contre un Etat national dans le but de le remplacer par un Etat islamique, voilà qui démontre la fragilité de leur ligne stratégique. D'autres éléments doivent être pris en ligne de compte pour expliquer cette virulence sans précédent: la sous-estimation de l'intégrisme par les gouvernements en place à commencer par le nôtre; le choix stratégique de l'Algérie, compte tenu de sa valeur d'exemple, par l'internationale intégriste comme noyau de son futur déploiement en Afrique et dans le sud méditerranéen; les

Printemps 1998

Algériens "afghans" entraînés et endoctrinés à Peshawar et constituant l'encadrement des groupes armés, notamment le GIA; la disponibilité de moyens financiers — pétrodollars des pays du Golfe et de l'Iran —; le laxisme, enfin, de la communauté internationale. Ultime enjeu de la guerre froide, l'Afghanistan a été un véritable détonateur de l'intégrisme. Les tentatives d'instrumentalisation n'ont pas pu contribuer à la montée de ce courant auréolé abusivement d'une légitimité démocratique. Cette complicité générale a enlevé tout scrupule humain au fanatisme intégriste transformé en machine semant la mort et la désolation. Ce n'est point là une des moindres failles stratégiques de certains centres de décision mondiaux.

— *Dans de très nombreux cas, la violence qui s'exerce sur les civils s'accompagne d'actes de barbarie. Comment expliquez-vous ce terrible acharnement des tueurs sur leurs victimes?*

Ces faits insoutenables nous semblent sans précédent. L'ignorance et le fanatisme y ont naturellement leur part. Des *fetwas* aberrantes tentent de les justifier. L'une, par exemple, rend licite l'assassinat des jeunes du service national. Telle autre justifie le massacre d'enfants et de bébés dans le but d'effacer la trace des *taghout* jusque dans leur descendance.

En islam, les lois de la guerre recourent largement les normes du CICR interdisant de tuer les femmes, les enfants, les vieillards, les prisonniers, de brûler les récoltes, de couper les arbres, d'abattre les animaux, etc. Mais les commanditaires de ce cauchemar n'en ont cure. En fait, l'instrumentalisation de la religion ne connaît, chez eux, aucune limite. L'inscription dans le ciel du nom d'Allah, à l'aide d'un laser, n'a-t-elle pas été revendiquée par l'ex-FIS comme un miracle en sa faveur?

L'usage de la drogue semble surtout fréquent chez les adolescents et les jeunes initiés appelés à commettre leur premier acte terroriste. Le recours au dopage et, semble-t-il, à certains anticoagulants efficaces en cas de blessures serait assez répandu. Mais le plus important des dopages reste le lavage de cerveau qui, tel qu'administré à Peshawar et retransmis aux jeunes recrues, suffit à transformer des êtres humains en robots programmés pour tuer et détruire.

— *Selon vous, que sont les GIA?*

Ces groupes sont autonomes dans les régions où ils opèrent, mais sont astreints aux consignes d'un commandement central — "émir national" — qui trace les grandes lignes d'action. Essentiellement composés d'islamistes fortement endoctrinés, ils n'en comprennent pas moins des voyous agissant pour leur propre compte.

— *Pourquoi leur stratégie se réduit-elle aux massacres et aux assassinats? En d'autres termes, pourquoi tuent-ils?*

Ils massacrent et assassinent avant tout pour terroriser. L'idée d'une purification de la société fait partie de leur doctrine. Leur but est de créer une situation où ils pourraient prendre le pouvoir. Des règlements de comptes avec l'AIS ou entre eux ont été observés. L'affirmation selon laquelle ils cherchent à contrôler des secteurs pour les exploiter sur le plan économique et financier ne repose sur aucun fondement.

— *Comment expliquer que ces violences s'intensifient à certains moments, par exemple pendant le Ramadan? Par quels aspects de la conjoncture peut-on expliquer les massacres de cet été, comme celui de Raïs, par exemple, qui a été le plus sanglant?*

Le Ramadan, mois sacré, est choisi par le terrorisme intégriste pour mener ses actions les plus meurtrières considérées comme une offrande à Dieu. L'égorgement est considéré comme un acte pieux. Des victimes tuées par balle sont, de plus, égorgées, ce qui donne à cet acte barbare une signification rituelle. Il faudra entamer des recherches pour découvrir l'origine de cette pratique totalement étrangère à l'esprit et à la lettre de l'islam. Le massacre de Raïs n'est pas isolé. Il entre dans une série de massacres collectifs qui avaient débuté fin 1996-début 1997 et qui, des villages isolés des piémonts de la Mitidja et du Titteri, sont descendus dans la plaine et dans la proche banlieue d'Alger. Ils se sont étendus aux monts de l'Ouarsenis (wilaya de Relizane).

— *Pourquoi certaines régions comme la Mitidja sont-elles particulièrement victimes de cette barbarie? Le fait que ces zones aient voté FIS en 1990-1991 y est-il pour quelque chose? Est-il vrai qu'on cherche à faire partir la population en la terrorisant, ces terrains faisant l'objet de spéculations foncières?*

Ces massacres collectifs traduisent sans aucun doute une réaction à la désaffection des populations vis-à-vis des groupes terroristes comme d'ailleurs vis-à-vis de l'ex-FIS pour lequel elles avaient voté en 1990-1991. Nous ne croyons cependant pas que ces massacres aient été inspirés par des spéculateurs fonciers intéressés par la récupération des terres riches en faisant fuir leurs habitants.

— *Pourquoi, dans de multiples cas de massacres, l'armée n'est-elle pas intervenue alors qu'elle était présente à quelques kilomètres voire à quelques centaines de mètres?*

Il y a des déficiences dans la lutte antiterroriste; une stratégie adaptée à ce genre de combat ne va pas toujours sans à-coups.

— *Quelle est, selon vous, la responsabilité du pouvoir dans la situation actuelle? La première violence n'est-elle pas d'avoir brutalement bloqué un processus électoral en décembre 1991? De*

nombreuses hypothèses circulent sur le fait que le pouvoir ou en tout cas certains au sein de ce pouvoir seraient très impliqués dans ces violences?

La violence a préexisté à l'arrêt du processus électoral qui, d'ailleurs, a été perverti par la fraude généralisée du FIS... rendue possible par la déliquescence d'abord de l'appareil administratif. La violence remonte au début des années quatre-vingt: pressions, intimidations, voies de fait, expéditions punitives pour islamiser l'environnement par l'imposition d'un mode uniforme de comportement: le foulard pour les femmes, la barbe et le *kamis* pour les hommes, etc. et surtout création de milices et envoi de plus d'un millier de jeunes en Afghanistan pour encadrer les futurs groupes terroristes.

L'attaque de Guemar, en novembre 1991, a été le fait d'un groupe venu d'Afghanistan, celle de l'Amirauté également. La grève insurrectionnelle du FIS a précédé le scrutin de décembre 1991 sans parler des prêches incendiaires dans les mosquées incitant, au fil des ans, à la haine et appelant au *djihad*. Les hypothèses impliquant le pouvoir, ou certains au sein du pouvoir, dans ces violences, relèvent de la pure intoxication. C'est une façon, pour la nébuleuse intégriste, de se dédouaner en imputant au pouvoir des crimes difficilement justifiables sur le plan international.

— Pourquoi la répression de l'Etat contre les GIA n'a-t-elle jamais conduit ni à des arrestations ni à des procès?

Les tribunaux algériens ne chôment pas et des terroristes sont journellement condamnés. Cependant l'action contre les groupes terroristes conduit généralement à des accrochages laissant peu de survivants parmi ces derniers. Dans les cas de reddition, les prisonniers sont pris en charge.

— La privatisation de la violence est maintenant légalisée par le décret de janvier 1997. N'est-ce pas un renoncement de l'Etat? Cela ne risque-t-il pas de contribuer à une très grande dispersion de la violence qui sera ainsi de plus en plus difficile à contrôler?

Il n'y a pas de privatisation de la violence. Les groupes d'autodéfense et les patriotes sont encadrés par les forces de sécurité et, en tout cas, contrôlés par ces dernières. Les patriotes, qui possèdent généralement un sens civique élevé et pratiquent l'autodiscipline, n'en sont pas moins sous contrôle des autorités officielles.

— Quels sont les termes de la négociation et du rapport de forces qui ont conduit les responsables de l' AIS à s'entendre avec le pouvoir? Que deviennent ses membres?

Il est clair que les GIA n'admettent pas de concurrents, ce qui a amené l' AIS à réclamer une trêve. Les termes de celle-ci n'ont pas été rendus publics.

— *Qu'attendez-vous de la communauté internationale?*

Médiation, commission d'enquête, conférence internationale sont des formules creuses dont l'efficacité n'a pas été prouvée dans ce genre de conflit. Elles comportent en outre le risque mortel non seulement de porter un coup à la souveraineté nationale mais de légitimer le terrorisme. Ce qui est attendu de la communauté internationale c'est surtout une condamnation du terrorisme qui soit suivie d'effet. La neutralité n'est pas tenable. Elle a, jusqu'ici, favorisé le terrorisme qui, au demeurant, se retourne infailliblement contre tous ceux qui ont voulu l'instrumentaliser. Renvoyer dos à dos le terrorisme intégriste et l'Etat qui est chargé d'y faire face n'est pas une attitude responsable.

L'intégrisme peut s'expliquer par des conditions socio-économiques déplorables, la mal-vie, le chômage surtout des jeunes, la corruption, la mauvaise gestion des affaires du pays mais il ne saurait en aucun cas se justifier. La relance économique est conditionnée par l'élimination du terrorisme.

— *Et la France? estimez-vous qu'elle a sa part de responsabilité dans les événements actuels? Pensez-vous qu'elle ait un rôle à jouer pour aider les Algériens à sortir de cette crise?*

Condamner le terrorisme, démanteler ses réseaux, nous semble être une priorité dans ce domaine. Adopter une stratégie clairement anti-intégriste, ce n'est pas s'ingérer dans les affaires algériennes ni porter, en quoi que ce soit, atteinte à l'islam mais contribuer au déclin d'une idéologie fasciste qui menace la stabilité du Sud méditerranéen et brouille notamment les relations algéro-françaises.

— *Le pouvoir termine ce qu'il appelle "le parachèvement de l'édifice institutionnel" (réforme de la Constitution, élections présidentielles, législatives et municipales). Mais cette stratégie qui devait permettre au pays de sortir de la crise semble avoir échoué...*

Nous avons, dans maintes déclarations, dénoncé la surévaluation du parachèvement de l'édifice institutionnel au détriment des urgences liées au domaine sécuritaire et socio-économique. De plus, le retour aux méthodes du parti unique a gravement entaché les élections. Au lieu de favoriser un choix d'hommes acquis à l'idée de changement, celles-ci ont ramené à la surface un grand nombre d'éléments qui avaient incarné la déliquescence d'un système.

— *Quelles sont les formules politiques qui pourraient être mises en œuvre pour sortir de cette guerre?*

Rétablir la confiance, en imposant une réforme politique drastique qui redonne à l'Etat sa crédibilité. Le peuple algérien rejette le terrorisme et l'alternative intégriste à laquelle pensent certains a perdu toutes ses chances — si jamais elle en a eu. La seule alternative valable c'est l'alternative patriotique et républicaine pour une refondation de l'Etat sur des bases modernes et démocratiques. C'est la tâche à laquelle nous nous sommes attelés.

Entretien conduit par
Rabeh Sebaa